

Transcription de la conférence téléphonique du 30 avril 2020

Mesdames et Messieurs,
chers clientes et clients,

Je vous souhaite à tous la bienvenue à cette conférence téléphonique hebdomadaire, la sixième et dernière de cette série.

Deux autres conférences téléphoniques seront toutefois organisées les 14 et 28 mai.

Je m'appelle Sandro Merino, je suis Chief investment officer à la Basler Kantonalbank et à la Banque Cler.

INTRODUCTION

Aujourd'hui, j'aimerais surtout parler de l'évolution des marchés financiers et des répercussions économiques de la pandémie, y compris sur les mandats de gestion de fortune et solutions de placement proposés par la Basler Kantonalbank et la Banque Cler.

En effet, mon équipe et moi-même assumons la responsabilité des stratégies de placement élaborées dans ce cadre.

ASPECT HUMAIN

Je tiens tout d'abord à préciser que nous aussi, gérants de fortune de la BKB et Banque Cler, nous nous soucions avant tout de la santé de la population et exprimons toute notre compassion pour les victimes de cette pandémie.

Nous avons le plus grand respect pour l'ensemble du personnel soignant et médical ainsi que pour tous ceux qui donnent de leur personne avec courage dans le but de soulager les souffrances de leurs concitoyens.

Par ailleurs, je suis fier que la Basler Kantonalbank / la Banque Cler participe elle aussi aux programmes de soutien cantonal et national en accordant des crédits aux PME.

À l'échelle du pays, des crédits transitoires d'un montant total de 17 milliards de francs ont déjà été octroyés aux entreprises helvétiques dans le cadre de ce qui constitue une mesure d'aide rapide et de grande envergure au vu de la taille de la Suisse et en comparaison internationale.

ÉVOLUTION DE LA PANDÉMIE

Depuis notre conférence téléphonique du 23 avril, le nombre de personnes infectées a dépassé les 3 millions à l'échelle mondiale, et ce, dès mercredi. Les États-Unis constituent l'épicentre de la pandémie depuis trois semaines.

Des premières mesures d'assouplissement ont déjà été décidées – voire mises en œuvre – par les gouvernements de nombreux pays européens.

En Suisse, le Conseil fédéral a confirmé hier la poursuite du déconfinement à partir du 11 mai et l'a notamment élargi au secteur de la restauration. Il a déjà annoncé que de nouvelles mesures seraient appliquées à partir du 8 juin.

CHINE ET RESTE DE L'ASIE

Les pays asiatiques tels que la Chine, le Japon, la Corée du Sud ou Taiwan parviennent toujours à empêcher que les cas d'infection ne repartent à la hausse – en d'autres termes à endiguer une seconde vague –, et ce, malgré un net assouplissement des mesures de quarantaine.

En effet, le nombre de décès recensés dans de nombreux États d'Asie très peuplés reste faible comparativement à l'Europe.

Singapour a certes dû faire face à une seconde vague, mais la situation tend à s'apaiser.

SUISSE ET EUROPE

Le Conseil fédéral a apporté hier de nouvelles précisions sur les mesures qui s'appliqueront à partir du 11 mai et du 8 juin.

Le 11 mai, non seulement les écoles obligatoires ainsi que l'ensemble des magasins rouvriront leurs portes, mais un desserrage de vis dans les domaines du sport, de la culture et de la restauration viendra également compléter les mesures déjà annoncées. Les manifestations réunissant plus de 1000 personnes, néanmoins, resteront quoi qu'il en soit interdites jusqu'en août.

De nombreux États européens ayant mis en œuvre des mesures d'assouplissement ou les ayant prévues pour

début mai, la priorité est maintenant de surveiller de près l'évolution de la situation.

Le nombre de nouvelles infections enregistrées chaque jour constitue dans ce cadre un indicateur déterminant, ce qui présuppose bien évidemment un suivi suffisant au moyen de tests. Nous espérons donc que ces mesures ne provoqueront pas une nouvelle envolée du nombre de cas.

Il faudra toutefois attendre au moins plusieurs semaines pour connaître les répercussions de cet assouplissement sur l'évolution de la pandémie.

En Grande-Bretagne en revanche, des mesures strictes devront encore être observées pendant un certain temps, car le nombre de nouveaux cas reste élevé et ne recule que lentement.

Depuis son retour aux affaires, le premier ministre britannique Boris Johnson suit une stratégie d'assouplissement aussi prudente que celle adoptée notamment par la Suisse et l'Allemagne.

De manière générale, on espère qu'une étape essentielle vers le retour à la normale en Europe pourra être franchie d'ici fin mai. Après l'Asie, le Vieux Continent – et notamment la Suisse – devrait lui aussi voir se démocratiser à partir de fin mai l'utilisation (facultative) d'une application permettant de reconstituer les chaînes d'infection.

On ne devrait en revanche pas observer une ouverture des frontières au sein de l'espace Schengen et une normalisation du trafic aérien en Europe avant un certain temps (en juin au plus tôt).

ÉTATS-UNIS

Comme prévu, les États-Unis ont franchi hier la barre du million de personnes infectées. À ce jour, plus de 58 000 personnes y sont déjà décédées des suites d'une affection pulmonaire. D'après les prévisions de la Maison-Blanche, on devrait en recenser quelque 75 000 d'ici août.

La récente affirmation de Donald Trump selon laquelle le nombre particulièrement important de cas aux États-Unis s'expliquerait par la réalisation d'un très grand nombre de tests ne tient pas la route: en effet, la quantité de tests effectués par des États tels que l'Italie ou l'Allemagne est actuellement bien plus élevée.

Il reste donc fort probable que les mesures d'assouplissement déjà amorcées un peu partout dans le pays génèrent une nouvelle flambée du nombre de cas. Aux États-Unis également, les prochaines semaines seront donc décisives pour l'évolution future de la pandémie.

Pour de nombreux experts, le risque que le pays subisse le choc d'une seconde vague demeure élevé.

En tout cas, il s'avère d'ores et déjà que le fait d'avoir très tôt mis en œuvre de premières mesures d'assouplissement n'a pas conduit à une reprise rapide et à large échelle de l'activité économique aux États-Unis.

En effet, les craintes éprouvées par la population ne peuvent pas être apaisées par la simple annonce de mesures.

À nos yeux, les États-Unis ont donc plus de chances de connaître une crise économique chronique que l'Europe et l'Asie.

Au final, l'impact économique de la pandémie pourrait y être bien plus important.

SITUATION DANS LE MONDE

À l'échelle mondiale, on n'observe une première phase d'assouplissement que depuis fin avril. Il y a toutefois encore des raisons d'espérer un retour à la normale dans la plupart des régions du globe d'ici mi-juin.

Les statistiques du mois de mai montreront dans quelle mesure l'amélioration de la situation en Europe est durable et si les États-Unis ont oui ou non fait preuve d'une trop grande précipitation.

PERTES SUR LES MARCHÉS DES ACTIONS – DEVICES

Avril s'est avéré être un bon mois pour les marchés des actions: depuis fin mars, les principaux indices d'actions mondiaux ont gagné entre 6 et 10%. C'est le marché américain qui s'est le mieux rétabli, après avoir subi d'importantes pertes en mars.

À ce jour, l'indice suisse des actions (SMI) a chuté d'environ 7% depuis le début de l'année. Dans le même temps, le marché américain des actions a reculé de quelque 13%, celui de l'ensemble de l'Europe de 20%, et celui de la Chine de 6%.

La situation sur les marchés financiers s'est donc encore légèrement améliorée par rapport à la semaine dernière.

De nouveau, le franc est resté globalement stable par rapport à l'euro et au dollar US depuis notre conférence téléphonique d'il y a une semaine.

RÉPERCUSSIONS SUR L'ÉCONOMIE

Au cours de nos trois dernières conférences téléphoniques, je vous ai présenté les probables conséquences de la crise actuelle sur la croissance économique, sur l'endettement des États et sur le chômage.

La récession que nous traversons actuellement est la plus grave depuis la Grande Dépression des années 1930.

Je souhaiterais aujourd'hui vous parler de la reprise économique telle que nous la prévoyons. Elle devrait selon nous intervenir à partir du 3^e trimestre, sauf bien sûr si la seconde vague de la pandémie, qui pend au-dessus de nous telle une épée de Damoclès, devient réalité. Je vais malgré tout faire en sorte d'esquisser de premières perspectives pour les trimestres à venir.

En Suisse, tout d'abord, le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) table, après un recul important (6,7%) de la performance économique cette année, sur une croissance de 5,2% pour 2021.

Ce chiffre peut sembler ambitieux, mais ne représenterait fin 2021 qu'une performance économique inférieure de 2% environ à celle enregistrée avant la crise. Le SECO s'attend par conséquent à ce que, même en 2021, le taux de chômage demeure élevé (4,1%).

Dans certains secteurs de l'économie tels que la restauration/l'hôtellerie ou le trafic aérien et le tourisme, la demande devrait rester faible pendant un certain temps, même en supposant que les mesures de politique sanitaire pourront être davantage assouplies et que l'on n'observera pas de nouvelle vague importante de la pandémie.

La reprise du commerce extérieur sera essentielle pour notre pays, car celui-ci représente environ 40% du revenu national.

Même s'il est évident que la Confédération pourra si nécessaire stimuler la demande intérieure au moyen de programmes de relance, elle ne pourra pas influencer directement et de façon déterminante les exportations. L'économie helvétique sera donc tributaire d'un rétablissement rapide de la demande de la part de nos partenaires commerciaux.

Plus de la moitié des exportations suisses s'effectuent vers les six pays suivants (par ordre d'importance): l'Allemagne, les États-Unis, la Chine, la France, l'Italie et le Royaume-Uni.

Il ne nous reste donc plus qu'à espérer que nos principaux partenaires commerciaux parviendront à limiter les effets différés (licenciements, défauts de crédit, faillites d'entreprises, etc.).

Or, comme nous l'avons dit lors de notre conférence téléphonique de la semaine dernière, l'impact économique de la crise pourrait être considérable en Italie et en Grande-Bretagne notamment, mais aussi aux États-Unis. À l'heure actuelle, il est donc tout sauf certain que les exportations suisses repartent vite à la hausse.

Tous ces facteurs ne parlent pas en faveur d'un rétablissement très rapide de la conjoncture mondiale. On ne peut donc pas partir du principe qu'il s'agit d'une récession en forme de V.

Au contraire, il faudra probablement attendre 2022 pour que l'économie retrouve sa vigueur d'avant la crise.

Les programmes d'investissement actuellement préparés par l'UE et les États-Unis pourraient la stimuler, mais il faudra pour cela que les investissements soient judicieux et orientés vers l'avenir. Une simple redistribution des fonds, sans garantie de rentabilité, pourrait même, au final, nuire à long terme aux intérêts des entreprises privées.

En Europe, le fait que l'État joue un rôle majeur dans l'atténuation des conséquences de la pandémie a jusqu'ici porté ses fruits.

Il est toutefois légitime de se demander si de tels programmes étatiques de grande envergure, qui visent à planifier l'économie, seront réellement efficaces. La disponibilité du capital-risque, l'allègement des formalités administratives et l'amélioration des conditions préalables aux investissements s'avèrent souvent plus efficaces à long terme que le fait de se contenter de soutenir l'économie via des investissements publics, qui ne se traduit généralement que par une croissance à court terme et peut involontairement occasionner de nouveaux problèmes et cas de dépendance.

Pour l'instant, il est difficile de prédire si la crise actuelle accélérera ou non la transition vers une économie plus durable.

Il y a toutefois de bonnes chances pour que les nombreux «plans Marshall» élaborés un peu partout dans le monde favorisent la réalisation des objectifs climatiques à long terme.

Le développement durable prenait de plus en plus d'importance en Europe avant la crise, et la marge de manœuvre financière des milieux politiques a même augmenté avec celle-ci, tout du moins sur certains aspects.

Nous nous attendons également à ce qu'après le redémarrage de l'économie, on prête davantage attention à certaines questions et tendances dans le cadre des débats politiques et économiques.

Je ne peux pour l'instant pas y apporter de réponse définitive, mais il s'agit là de sujets cruciaux également pour notre comité de placement, en particulier dans le cadre de l'identification des thèmes d'investissement importants.

Voici quelques-unes de ces questions:

La Chine était en passe de devenir la principale puissance économique mondiale d'ici la fin de cette décennie. Ce scénario sera-t-il remis en question ou accéléré par la pandémie?

Les dernières décennies ont été marquées par l'augmentation des inégalités en matière de revenu, tant au sein de pays industrialisés comme les États-Unis qu'entre les pays riches et pauvres.

La pandémie va-t-elle inverser ou renforcer cette tendance?

Par le passé, les débats relatifs au coût de la santé, qui a augmenté de façon exponentielle, ont incité ou contraint de nombreux pays à prendre des mesures visant à réaliser des économies. Ceux-ci changeront-ils leur fusil d'épaule en se montrant disposés à financer plus généreusement le système de santé?

L'importance de l'État et la disposition de la population à payer plus d'impôts augmenteront-elles à la suite de cette crise?

L'économie sociale de marché deviendra-t-elle plus «sociale» ou plus «de marché»?

Nous suivons ces tendances également dans le cadre de nos recommandations de placement thématiques, qui peuvent généralement être mises en œuvre par le biais de fonds de placement dédiés que nous sélectionnons parmi ceux proposés par les leaders du secteur des fonds au moyen d'un processus systématique interne. Conformément à notre approche du meilleur de la classe, nous choisissons pour vous les fonds de placement les plus pertinents parmi une très vaste gamme de produits.

Si vous êtes intéressé(e), votre conseiller ou conseillère pourra également vous fournir de plus amples informations et vous indiquer quels sont les thèmes d'investissement concrets que nous recommandons.

CONCLUSION

Il nous semble toujours réaliste de tabler sur une amélioration de la conjoncture à compter du second semestre. L'économie mondiale ne devrait toutefois pas reprendre très rapidement des couleurs.

Nous continuons de suivre la situation de très près dans le cadre de nos activités de placement, et restons donc susceptibles d'adapter notre stratégie de placement et notre tactique.

Nous voici arrivés à la fin de cette première série de six conférences téléphoniques relatives à la crise du coronavirus.

Je vous rappelle que deux autres suivront les 14 et 28 mai.

Vous recevrez à cet effet une nouvelle invitation.

Il est possible que la série se poursuive en juin, avec une fréquence adaptée.

Je vous remercie de m'avoir écouté aujourd'hui. J'espère que mes explications vous auront été utiles.

Comme indiqué tout à l'heure, vous avez à présent la possibilité de me poser directement vos questions.